

# FABRIK' EUROPE

*« Forum des Initiatives Européennes en Gironde pour  
Lutter contre la Pauvreté et une Croissance Inclusive »*

*3 Juin 2016  
Hôtel du Département*



Ce forum est cofinancé par le Fonds social européen dans le cadre du programme opérationnel national « Emploi et Inclusion » 2014-2020 UNION EUROPEENNE

# Atelier 7: FABRIK'PERFORMANCE

## Simplification et Evaluation: 2 défis pour l'Europe

**Modérateur – Témoin: Christophe MOREUX**

*Directeur du Pôle Territoire et Cohésion – AFCCRE*  
Simplification et cadre de performance

- **Jean-Marie DARMIAN**

*Vice-président chargé des finances et fonds européens*  
*Conseiller départemental du Canton de Créon*

**Les enjeux de l'évaluation**

**FABRIK'**  
**EUROPE**

- **Laurent CAILLAUD**

*Chargé d'évaluation des programmes européens - Conseil Régional ALPC*  
Evaluation nationale IEJ

- **Marion VIALLETES**

*Chargée de mission DIRECCTE ALPC - Service FSE Limoges*

# Atelier 7: FABRIK'PERFORMANCE

## Simplification et Evaluation: 2 défis pour l'Europe

**Modérateur – Témoin: Christophe MOREUX**

*Directeur du Pôle Territoire et Cohésion – AFCCRE*

Simplification et cadre de performance

•Jean-Marie DARMIAN

*Vice-président chargé des finances et fonds européens*

*Conseiller départemental du Canton de Créon*

Les enjeux de l'évaluation

**FABRIK'**  
**EUROPE**

•**Laurent CAILLAUD**

*Chargé d'évaluation des programmes européens - Conseil Régional ALPC*

**Evaluation nationale IEJ**

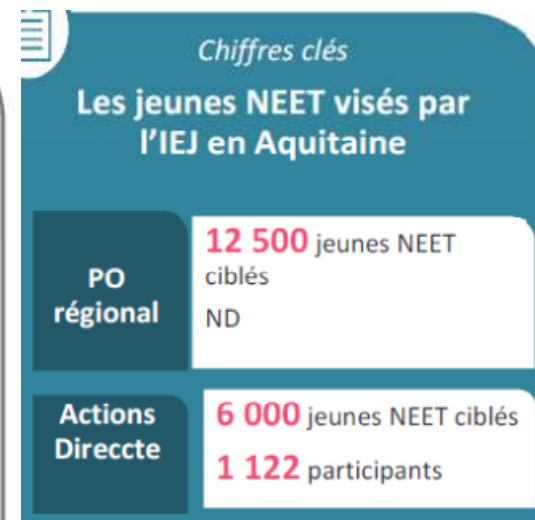
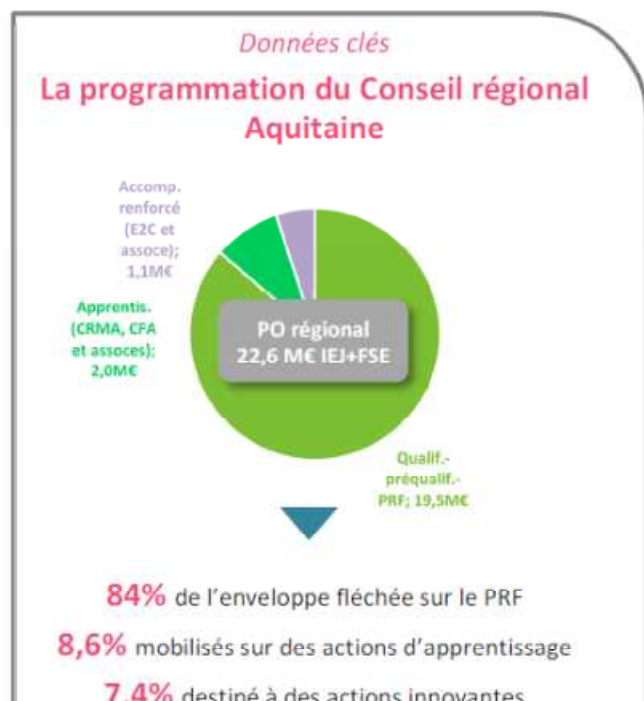
•Marion VIALLETES

*Chargée de mission DIRECCTE ALPC - Service FSE Limoges*

# Initiative pour l'emploi des jeunes en Aquitaine

## Evaluation 2015

- Objectif : accroître l'accès à l'emploi des moins de 26 ans qui sont ni en emploi, ni en étude, ni en formation (NEET) ; évaluation en 2 étapes, 2015 et 2018.
- A l'échelle du territoire ALPC, seule l'Aquitaine avec un taux de chômage de 25,2% en 2012 bénéficie de l'IEJ, à hauteur de 39,1 M€ de IEJ et FSE dont 19M€ gérés par la Direccte et 20,2M€ par le Conseil régional > 39000 Neet en Aquitaine en 2014
- Engagement à programmer l'ensemble de l'enveloppe avant 31/12/2015 et à garantir une qualité de l'offre à l'issue de l'action (emploi, stage, formation, apprentissage...)



# **Une évaluation : pourquoi ? pour qui ? pourquoi maintenant ? Comment ?**

- En 2 étapes > 2015 - 2018
- Renouvellement IEJ > Commission Européenne/parlement
- Amélioration de la démarche > optimiser les résultats > les autorités de gestion > les opérateurs
- Préparer l'évaluation d'impact 2018 > contrefactuelle/  
théorique (Qu'est ce que l'on veut changer avec l'appui de l'IEJ ? Quelles actions pour arriver à ce résultat ? Quels moyens mis en oeuvre? )
- Evaluation mutualisée entre les PO IEJ national/régionaux
- Participative > comité évaluation /séminaire d'échanges > Mobiliser les acteurs > un processus « d'évaluation action»

## **Des questions évaluatives classiques pour l'évaluation mais spécifiques à l'IEJ**

- Pertinence > diagnostic /stratégie ?
- Cohérence > entre programmes IEJ /dispositifs ?
- Efficacité > objectifs ciblés /atteints ? (performance)
- Efficience > pour un coût raisonnable ?
- Impact > une amélioration de l'insertion des jeunes « NEETs » ? Dans quelle mesure le programme y a contribué ?
- > Quelle est la valeur ajoutée de l'IEJ ?

## Quels effets attendus ? Les premiers constats, les limites

- Effet volume > plus de participants > à confirmer sur la durée
- Effets sur la diversification des actions et la « novation » > plus d'innovation pour répondre aux besoins spécifiques aux NEET
- Effets sur l'accompagnement des jeunes > accompagnement renforcé > de meilleure qualité
- Effets sur la mise en place de parcours > plus intégrés > plus sécurisés
- Effets sur les profils de jeunes NEET accompagnés > les plus éloignés de l'emploi
- Effets sur les partenariats locaux > nouveaux partenariats > pérennisation

# Recommandations et perspectives

- Les recommandations

- programmation : mieux identifier/comprendre les besoins des NEET, l'offre proposée en réponse ; finaliser la programmation en maximisant les impacts ; approche plus concertée dans le cas de prolongement IEJ ; compléter les outils pour l'évaluation 2018
- pilotage des impacts et résultats : surveiller la consommation et les sorties pour détecter les écarts et adopter un plan d'action si nécessaire
- animation du déploiement : renforcer l'animation territoriale, l'articulation des dispositifs, la coordination des acteurs

- Les perspectives

- Evaluation 2018 , confirmer les résultats et l'effet booster recherché avec l'IEJ
- Poursuite IEJ ? Quels enseignements retenir pour l'après l'IEJ ou hors IEJ?

> Concentration ? Territoires ? Qualité des résultats ?...



# Atelier 7: FABRIK'PERFORMANCE

## Simplification et Evaluation: 2 défis pour l'Europe

**Modérateur – Témoin: Christophe MOREUX**

*Directeur du Pôle Territoire et Cohésion – AFCCRE*

Simplification et cadre de performance

•Jean-Marie DARMIAN

*Vice-président chargé des finances et fonds européens*

*Conseiller départemental du Canton de Créon*

Les enjeux de l'évaluation

•Laurent CAILLAUD

*Chargé d'évaluation des programmes européens - Conseil Régional ALPC*

Evaluation nationale IEJ

•**Marion VIALLETES**

*Chargée de mission DIRECCTE ALPC - Service FSE Limoges*

**FABRIK'**  
**EUROPE**



# La programmation 2014-2020 : l'approche par la performance

# Une logique de performance

## Pourquoi ?

- Quels changements attendus grâce à l'intervention du FSE ?
- Démonstration de la valeur ajoutée du FSE

## Comment ?

- Saisie des indicateurs par le porteur de projet
- Suivi et pilotage de la performance par les organismes intermédiaires et l'autorité de gestion

## Quelles conséquences ?

- Cadre et réserve de performance du Programme opérationnel national (6% des crédits de la maquette du PO)



# Les indicateurs outils de suivi de la performance

- 2 types d'indicateurs:
  - Indicateurs de réalisation :
    - Mesurés au fil de l'eau des données saisies
    - Mesurés au niveau des participants ou des entités
    - Fixés au niveau de chaque objectif spécifique
  - Indicateurs de résultats :
    - Interviennent après la réalisation de l'opération
    - mesurer le changement de situation des participants ou des entités



# Le participant

- Définition : personne qui bénéficie directement d'une intervention du FSE :
  - Identifiée : on peut recueillir des données personnelles
  - Des dépenses sont rattachées directement
- Comptabilisation : un participant = une opération
  - Date d'entrée : date réelle de début de l'opération pour le participant
  - Date de sortie : date réelle de fin de l'opération pour le participant



# Le participant

**Le porteur de projet est responsable de la saisie des indicateurs et doit assurer la fiabilité des données**

Données obligatoires	Données non obligatoires
Identification du participant	Origine du participant
Age	Situation de logement
Sexe	
Situation sur le marché du travail	
Niveau d'instruction	
Situation du ménage	
Date d'entrée	
Date de sortie	
Situation de handicap	
Situation à la sortie	
Allocataire des minima sociaux	



# L'entité

- Définition : structure qui met en œuvre une opération FSE ou qui reçoit un soutien direct d'une opération FSE.  
*ex : une entreprise, association, université, institut de recherche...*
- Comptabilisation : données collectées au début de l'intervention sauf quand l'indicateur n'est vérifié qu'en fin d'intervention (ex : nombre d'entreprises soutenues)





# La collecte des données

**LE PORTEUR DE PROJET EST RESPONSABLE DE LA SAISIE DES DONNÉES**

**A l'entrée du participant dans l'opération**

**En continu, tout au long du déroulé de l'opération**

**sortie immédiate :  
immédiatement  
après la sortie de  
l'action, 4 semaines  
au plus tard**

**Sortie à long terme :  
6 mois après la sortie  
de l'action**



# La collecte des données

Le barème des corrections applicables en cas de non renseignement des données obligatoires

Niveau de renseignement des données obligatoires	Taux forfaitaire de correction appliqué lors du CSF
Taux de renseignement supérieur à 65%	Pas de correction
Taux inférieur à 65% mais supérieur ou égal à 60%	5%
Taux inférieur à 60% mais supérieur ou égal à 50%	10%
Taux inférieur à 50%	25%

# Les enjeux : le cadre de performance

- Cibles à atteindre au regard des indicateurs de réalisations conventionnés
- L'atteinte des cibles conditionne l'attribution d'une réserve de performance ou comporte des risques de suspension de paiement en 2019

# Atelier 7: FABRIK'PERFORMANCE

## Simplification et Evaluation: 2 défis pour l'Europe

### **Modérateur – Témoin: Christophe MOREUX**

*Directeur du Pôle Territoire et Cohésion – AFCCRE*

**Simplification et cadre de performance**

- Jean-Marie DARMIAN

*Vice-président chargé des finances et fonds européens*

*Conseiller départemental du Canton de Créon*

*Les enjeux de l'évaluation*

**FABRIK'**  
**EUROPE**

- Laurent CAILLAUD

*Chargé d'évaluation des programmes européens - Conseil Régional ALPC*

*Evaluation nationale IEJ*

- Marion VIALLETES

*Chargée de mission DIRECCTE ALPC - Service FSE Limoges*



# **La simplification des fonds européens structurels et d'investissement : où en est-on ?**

**Fabrik'Europe  
Département de la Gironde**

**Bordeaux**

**Le 03 juin 2016**

# Programmation 2007-2013 : un bilan positif

## Un effet positif sur l'action publique territoriale

**L'émergence de nouvelles thématiques en résonance avec les besoins des territoires :**

- Transition énergétique
- Inclusion sociale
- Société numérique (notamment les usages)...

**Une professionnalisation des équipes et des pratiques administratives tirées vers le haut :**

- Evaluation, suivi, contrôle,
- Prise en compte des priorités transversales : égalité F/H, non discrimination, développement durable...



**Enjeu de la valorisation des compétences et des acquis professionnels liés à la gestion de dossiers européens**

# Programmation 2007-2013 : pistes d'amélioration

## Une nécessaire simplification pour les porteurs de projet

**Délais d'instruction, de programmation, d'engagement des crédits** = facteur de découragement pour les porteurs de projets : 16 mois en moyenne pour un dossier FSE entre le dépôt de projet le financement – *source : rapport public annuel 2015 de la Cour des comptes*

**Insécurité juridique et règles de gestion fluctuantes** = pèsent sur les contrôles

**Justification des dépenses** = règles d'éligibilité peu claires et difficulté à rassembler les pièces probantes justifiant les coûts directs et indirects



**Nécessité d'une doctrine et d'une « jurisprudence » en termes de règles applicables**

**Mise en place des coûts forfaitaires ?**

**Placer la complexité « au bon endroit » (lors de l'instruction)**

# Programmation 2007-2013 : pistes d'amélioration

## Une rationalisation en termes de gestion

### Des coûts de gestion importants :

Dossier FSE = 2866 € en moyenne (entre 1450 et 15756 €)

Dossier FEDER = entre 3500 € et 8000 €

*Source : rapport public annuel 2015 de la Cour des comptes*

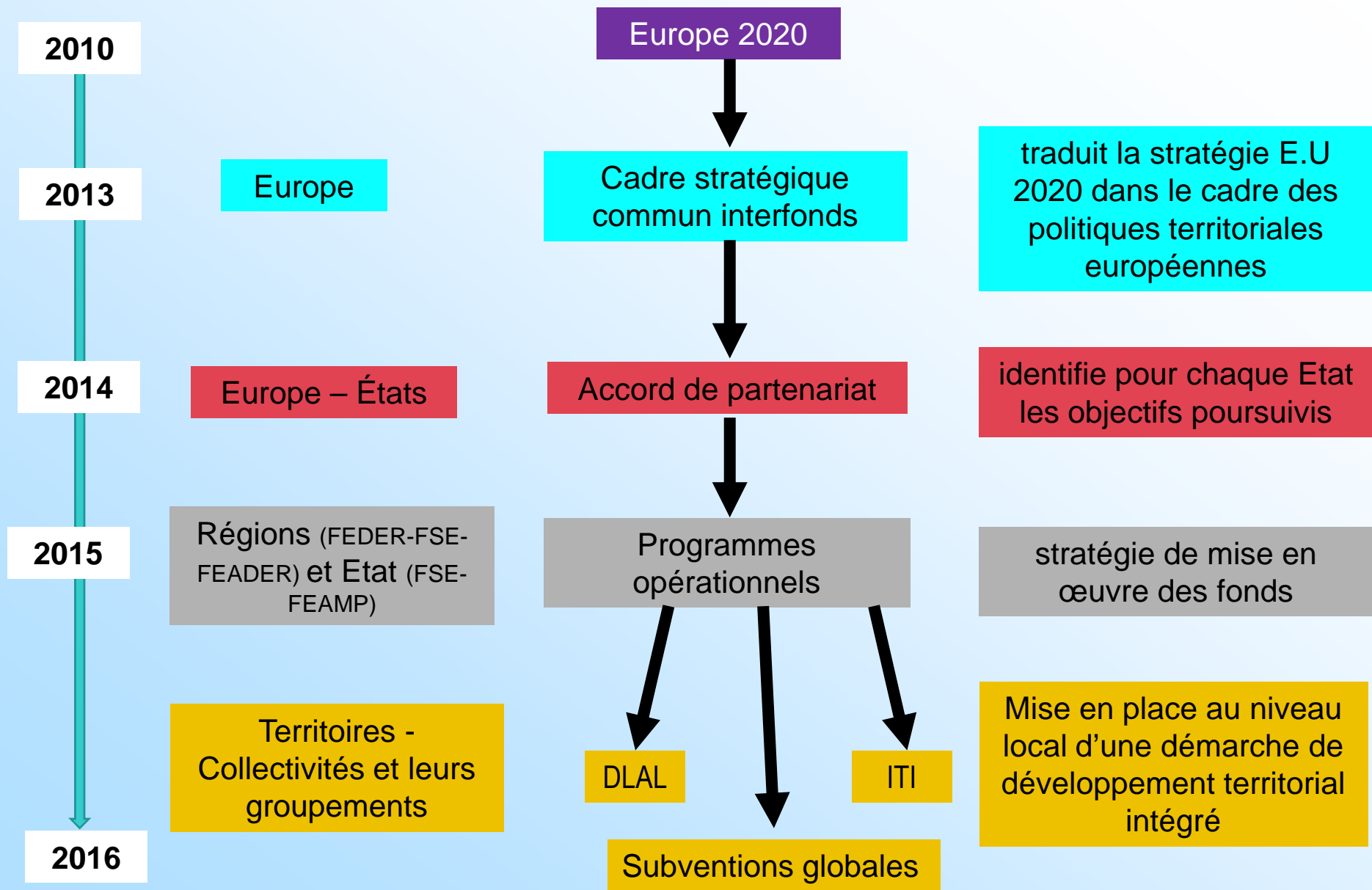
**Un nombre d'organismes intermédiaires très élevé** (200 OI pour le FSE) pas toujours en mesure d'intégrer les coûts d'instruction et de gestion des dossiers dans leur fonctionnement courant



**Intérêt du transfert de la gestion de la plus grande partie de FESI aux Régions** et de la délégation aux Départements, qui disposent des compétences et prérogatives liées à la programmation 2014-2020

**Intérêt de continuer à associer l'Etat sur les tâches d'instruction**


# La programmation 2014-2020, le cadre stratégique





# La programmation 2014-2020 , le cadre stratégique

*... évalué à l'aune d'objectifs chiffrés*

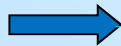
- 
1. **75%** de la population de 20 à 64 ans devrait avoir trouvé un emploi
  2. **3% du PIB** de l'UE devrait être investi dans la R&D,
  3. **Les objectifs 20/20/20** en matière de climat devraient être atteints,
  4. **Le taux d'abandon scolaire** devrait être ramené à moins de 10% et au moins 40% des jeunes générations devrait avoir un diplôme de l'enseignement supérieur,
  5. **Réduction de 20 millions** du nombre d'exclus.

*Objectifs déclinés nationalement et  
régionalement*

# La programmation 2014-2020 , le cadre stratégique

## Le cadre stratégique commun

**11 Objectifs  
Thématiques**  
communs à tous  
les fonds et  
déclinés en  
« priorités  
d'investissement »  
....



1.RDT, innovation

2.Accessibilité, utilisation et qualité des TIC

3.Compétitivité des PME

4.Économie à faible émission de CO2

5.Adaptation aux changements climatiques, prévention, gestion des risques

6.Protection de l'environnement et utilisation durable des ressources

7.Transport durable et suppression des obstacles dans les infrastructures de réseaux

8.Favoriser l'emploi et la main d'œuvre (FSE prioritaire),

9.Inclusion sociale et lutte contre la pauvreté (FSE prioritaire)

10.Investissements dans les compétences, l'éducation, la formation tout au long de la vie (FSE prioritaire)

11.Renforcement des capacités institutionnelles (FSE prioritaire)

Concentration  
thématique FEDER  
80% et 60%  
(transition)  
20% sur OT4

# La politique de cohésion 2014-2020: le cadre réglementaire

## *Les points marquants*

### ☐ Des contraintes en matière de performance et de résultats :

- Dégagement d'office des crédits non consommés à N+3
- Nouvelles dispositions en matière de conditionnalités
  - Macroéconomique** : respect des règles d'endettement public et de déficit budgétaire de la France
  - Ex ante** : fournir des garanties de bonne utilisation des fonds (Ex: **fournir une SSI**, évaluation environnementale, garantir la régularité juridique...)
  - Ex post** : évaluation des résultats
- Mise en œuvre d'un cadre de performance :
  - Indicateurs financiers et de réalisation
  - Réserve de perf. 6 % allouée en 2019
  - Non versement des fonds si objectifs non atteints

### ☐ Des règles de gestion plus rigoureuses (lutte anti fraude...)

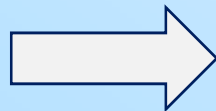
### ☐ Des éléments de simplification à traduire en terme opérationnel (dématérialisation, couts forfaitaires...)

# Les défis de la programmation 2014-2020

**Une pression pour démontrer l'efficacité fonds**

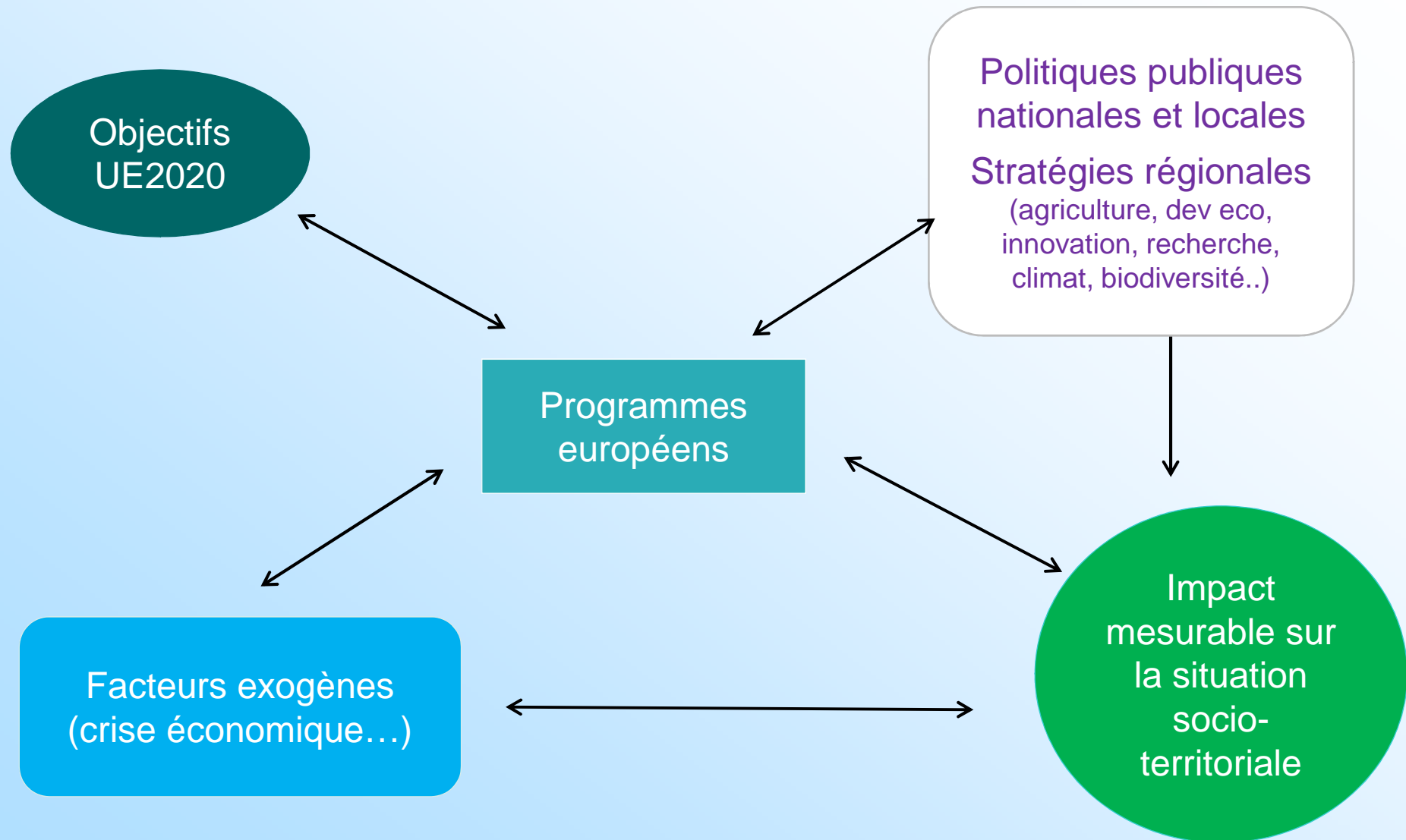
**Des programmes davantage orientés vers la performance**

**Lien entre les actions, les réalisations et les résultats :  
quels sont les changements attendus ?**



Rôle accru pour le suivi et l'évaluation  
**Des résultats concrets et mesurables pour  
chaque programme**

# Des programmes européens intégrés dans leur environnement politique et socio-économique

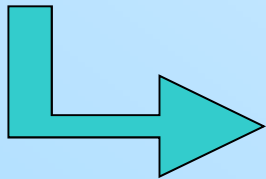


# Le dispositif d'évaluation d'un programme européen

## *Déclinaison de la stratégie et système d'évaluation des résultats*

**Axe du PO** → met en œuvre un ou plusieurs des **11 objectifs thématiques** européens → qui sont déclinés en **priorités d'investissement** → puis en **objectifs spécifiques** → avec des **indicateurs** :

- **Financiers**, relatifs aux dépenses
- **De réalisation**, relatifs aux opérations soutenues
- **De résultats**, relatifs à la priorité d'investissements ou à l'objectif spécifique



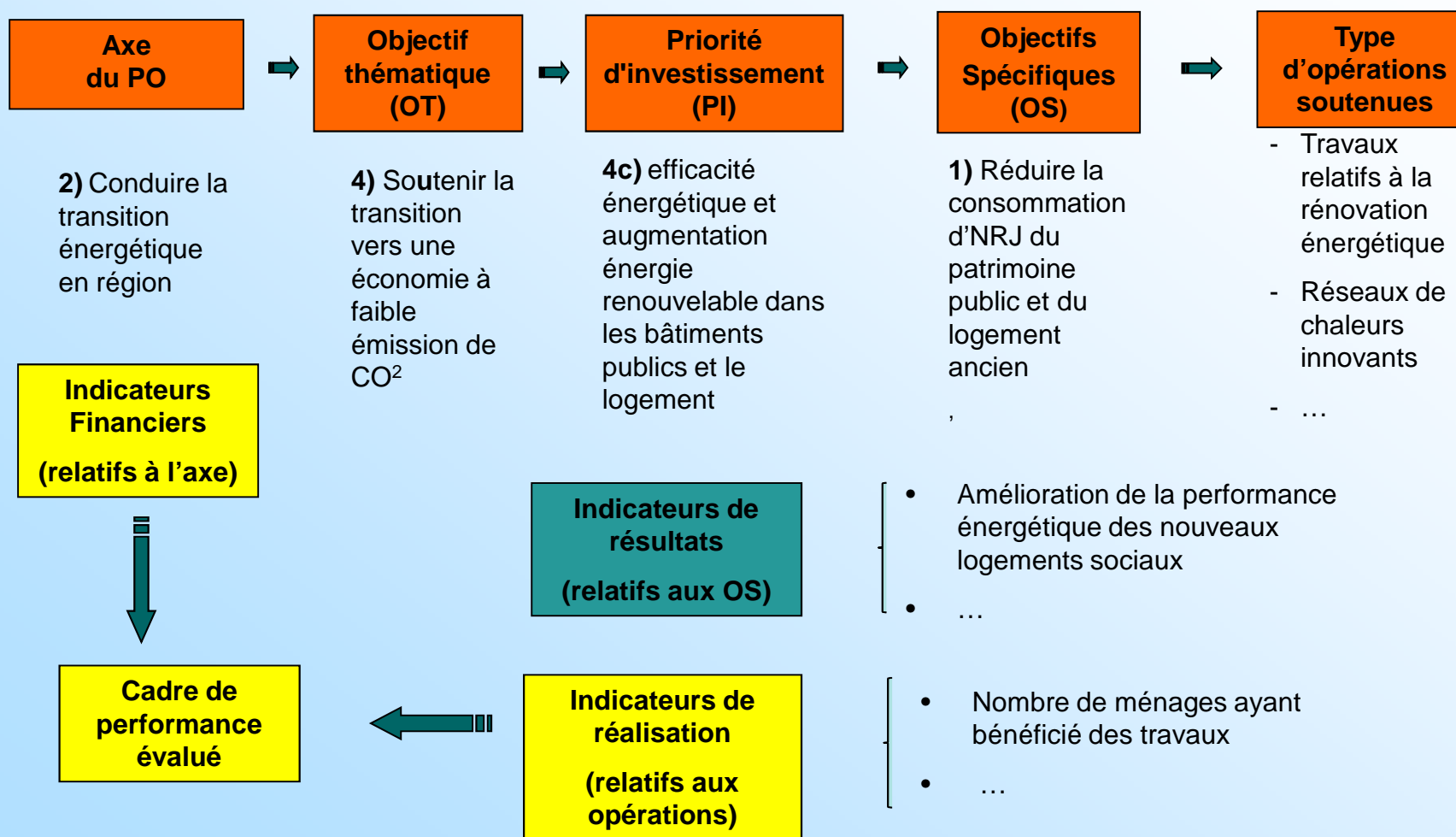
### *Évaluation intermédiaire des indicateurs financiers et de réalisation (2019)*

- Attribution de la réserve de performance (6% de l'enveloppe)
- Sanction financière



# Le dispositif d'évaluation d'un programme européen

## Un exemple théorique



# Les pistes de simplification proposées par la France

## 1. Stabilisation et harmonisation du cadre juridique

**Clarifier le droit applicable en matière de concurrence**

Traduction en français des notes de la Commission (« soft law »)

Sécurisation des projets au regard des variations d'interprétation des textes (non rétroactivité de la norme)

**Etendre aux FESI certaines règles liées des financements en gestion directe par la Commission**

Extension des règles liées aux coûts indirects (taux de 25 % des aides directes)

Meilleure articulation des aides d'Etat et FESI: Ex. Ne pas comptabiliser les aides des FESI au titre des aides d'Etat (comme pour H2020)



# Les pistes de simplification proposées par la France

## 2. Des dispositifs de contrôle, d'audit et de suivi proportionnés

### Alléger la pression des contrôles

Faire confiance à la qualité des systèmes de gestion et de contrôle

Analyse coût/bénéfice selon la taille et la nature des projets

### Simplifier les audits

Limiter la recherche de méthodes statistiques et de normes d'audit, trop complexes et soumises à contestation

Redéfinir les irrégularités et le taux maximum acceptable

### Alléger le suivi des programmes

Elaborer un système d'information unique de gestion des FESI

Limiter au strict nécessaire le nombre d'indicateurs pour évaluer les programmes

Diminuer et alléger le nombre de rapports à transmettre à la Commission

# Les pistes de simplification proposées par la France

## 3. Simplification de l'évaluation des dépenses et leur vérification

### Favoriser l'utilisation des coûts simplifiés

Fixer une procédure accélérée d'élaboration et de validation des coûts simplifiés

Permettre d'appliquer les coûts simplifiés en cas d'application des règles des aides d'Etat (notamment s'agissant des SIEG)

### Accélérer la validation des dépenses et donc les paiements

Accélérer les paiements en systématisant le contrôle par échantillonnage des factures

Mettre en œuvre l'e-cohésion et l'utilisation des documents électroniques en tant que pièce probante des dépenses

# Les pistes de simplification

## 4. Rationalisation des règles de suivi des programmes

**Favoriser l'utilisation des coûts simplifiés**

Fixer une procédure accélérée d'élaboration et de validation des couts simplifiés

Permettre d'appliquer les coûts simplifiés en cas d'application des règles des aides d'Etat (notamment s'agissant des SIEG)

**Accélérer la validation des dépenses et donc les paiements**

Accélérer les paiements en systématisant le contrôle par échantillonnage des factures

Mettre en œuvre l'e-cohésion et l'utilisation des documents électroniques en tant que pièce probantes des dépenses

## **Contacts**

### **Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe**

20, rue d'Alsace-Lorraine 45000 Orléans

Tél. : 02 38 77 83 83

Fax : 02 38 77 21 03

[www.afccre.org](http://www.afccre.org)

### **Directeur du Pôle Territoires et Cohésion**

Christophe Moreux : [christophe.moreux@afccre.org](mailto:christophe.moreux@afccre.org)

# Atelier 7: FABRIK'PERFORMANCE

## Simplification et Evaluation: 2 défis pour l'Europe

**Jean-Marie DARMIAN**

*Vice-président chargé des finances et fonds européens*

*Conseiller départemental du Canton de Créon*

**Conclusion**

**FABRIK'**  
**EUROPE**

# Merci pour votre écoute

Retrouvez l'ensemble des documents sur [Gironde.fr](https://www.gironde.fr)

**FABRIK'**  
**EUROPE**